

Une Afrique du Nord et un Proche-Orient nouveaux

Parler du futur est téméraire. Mais on peut être certain que la 'realpolitik' occidentale qui pariait sur les autocraties arabes en tant que facteurs de stabilité et sécurité est dépassée.

Javier Valenzuela

La nouvelle Afrique du Nord et le nouveau Proche-Orient que le *Printemps arabe* a enfanté sont imprévisibles. Prophétiser sur le sud et l'est de la Méditerranée après les événements actuels et sur leurs futures relations avec le nord et l'ouest, est téméraire. Or, ce dont on peut parler sûrement ce sont des choses qui sont maintenant dépassées, en commençant par cette supposée 'realpolitik' occidentale qui pariait sur les autocraties arabes en tant que facteurs de stabilité et de sécurité dans la région. Le renversement du tunisien Zine el Abidine ben Ali, de l'égyptien Hosni Moubarak, du libyen Mouammar Kadhafi et du yéménite Abdullah Saleh, ainsi que les difficultés du clan syrien des Assad, envoyaient fin novembre 2011 un message retentissant appuyant une nouvelle politique occidentale vis-à-vis du monde arabe.

À l'approche de son premier anniversaire, le *Printemps arabe* n'avait pas l'air de s'épuiser : les bonnes et les mauvaises nouvelles, les avancées et les reculs, les euphories et les dépressions s'amoncelaient à un rythme trépidant. C'est dans la nature des phénomènes révolutionnaires, véritablement historiques. Nous n'avions pas encore digéré la fin violente du tyran libyen Kadhafi ni le triomphe des islamistes aux premières élections démocratiques tunisiennes, que déjà l'aggravement de la situation en Syrie, responsabilité exclusive de l'extrémisme des Assad, dirigeait nos regards vers Damas. La répression des protestations s'y soldait chaque jour par des dizaines de morts, un premier foyer de résistance militaire surgissait sur la frontière entre le Liban et la Syrie et la Ligue arabe, dans une décision insolite et positive, sanctionnait le régime des Assad pour avoir écrasé à coups de canon les protestations d'une partie importante de sa population.

Alors que la Syrie semblait se diriger vers une guerre civile, un autre grand front du *Printemps arabe* se situait sur la vallée du Nil, où les militaires qui renversèrent Moubarak ne se montraient pas très convaincus du droit des Égyptiens à jouir des libertés pour lesquelles ils avaient lutté des mois auparavant sur la place Tahrir. Les militaires, avec six décennies au pouvoir, dont trois

sous la direction de Moubarak, n'avaient pas encore éclairci quels seraient les pouvoirs du Parlement surgi des premières élections démocratiques. Par contre, ils s'étaient réservé le droit de contrôler en leur profit le processus constituant. Pendant ce temps, ils ne cessaient d'emprisonner des milliers de combattants pour la liberté, parmi lesquels le blogueur Alaa Abd El Fattah.

Début octobre, de très justes protestations des coptes au sujet du harcèlement qu'ils subissaient de la part des salafistes et du manque de protection que leur prêtait la junte militaire égyptienne, aboutirent à une brutale répression qui se solda par plusieurs morts. Fin novembre, la place Tahrir se remplissait à nouveau avec des dizaines de milliers de manifestants dénonçant le maréchal Tantaoui, à la tête de la junte militaire, comme un « second Moubarak » et exigeant sa démission. Au lieu de piloter la transition vers la démocratie, tel qu'elle l'avait promis en février, la junte militaire était en train de séquestrer la révolution égyptienne. La brutale répression des antiémeutes provoquait des dizaines de morts par blessure d'arme à feu ou asphyxie.

Et, cependant, quel formidable bilan. En moins d'un an, le *Printemps arabe* avait réussi à renverser quatre tyrans, trois d'Afrique du Nord et un de la péninsule Arabique, il avait placé le clan syrien des Assad dans une position de bête traquée et il avait lancé un processus de réformes politiques au Maroc. Il avait aussi terni l'importance de la mort violente d'Oussama ben Laden, vaincu au préalable politiquement et idéologiquement, comme l'avait reconnu Barack Obama lui-même, avec les événements qui débutèrent à la fin 2010 avec l'immolation du jeune tunisien Mohammed Bouazizi.

Tunisiens, Égyptiens, Libyens et Yéménites avaient devant eux une tâche herculéenne : construire des démocraties dans leurs pays respectifs. Et cela en pleine situation économique très négative au niveau régional et global. Rien ne garantissait le succès de leur acharnement, de même que rien n'assurait fatalement leur échec. Leurs révoltes, cependant, marquaient déjà un avant et un après historique et permettaient de proposer quelques conclusions. Parmi lesquelles :



Des manifestants dans les environs de la place Tahrir. Le Caire, novembre 2011. /PETER MACDIARMID/GETTY IMAGES.

■ Remise en question du regard occidental sur le monde arabe.

Les Arabes, que l'on a confondus ces derniers lustres avec les Musulmans, ont récupéré leur visibilité en se soulevant courageusement pour la liberté et la dignité, en rappelant l'universalité des valeurs du siècle des Lumières et des révolutions américaine et française. Les stéréotypes racistes qui proclamaient l'incompatibilité entre démocratie et arabité et même entre démocratie et islam, ont pris un sérieux coup. Salué par beaucoup d'intellectuels comme une seconde *Nahda* ou renaissance, le *Printemps arabe* n'est rien d'autre qu'un combat pour la reconnaissance du citoyen arabe aussi bien par ses gouvernants que par les étrangers.

■ Un nouveau panarabisme surgit.

Séculairement uni par ses racines linguistiques et culturelles, le monde arabe contemporain l'était aussi début 2011 par l'existence d'autocraties vieilles – présidentielles ou monarchiques – qui contrastaient avec la jeunesse de leurs populations et leurs désirs de respirer librement. Bien sûr, chacun de leurs pays présente de fortes caractéristiques qui leur sont propres, ce qui permet de le définir comme un patchwork. Mais, pour la première fois depuis les années cinquante et soixante du XX^{ème} siècle, les années du nassérisme, l'univers qui s'étend du Maroc jusqu'en Irak bat au même rythme politique. Les manifestants de chaque pays se sentent proches les uns des autres. La chaîne de télévision par

satellite Al Jazira, qui émet depuis le Qatar, a été essentielle ces 10 dernières années pour la création de cette conscience commune, plus critique et plus plurielle.

■ L'islamisme se réforme.

L'islamisme avait substitué à partir des années quatre-vingts le panarabisme de Nasser en tant que principal courant politique et idéologique. Mais à l'avant-garde des soulèvements de 2011, ce n'était pas les islamistes que l'on a retrouvé, mais les jeunes urbaines aux idées démocratiques connectées à la modernité via Internet et la télévision par satellite. Or, étant donné qu'ils étaient les principaux opposants des autocrates et qu'ils exploitent la popularité de leurs réseaux d'assistance sociale, les islamistes peuvent être les premiers bénéficiaires politiques des processus électoraux surgis des révoltes. C'est ce qu'on a vu déjà lors des élections tunisiennes d'octobre avec la victoire d'Ennahda. Cependant, ces islamistes sont d'un genre nouveau : ils se déclarent disposés à vivre en démocratie suivant l'exemple de l'AKP turc d'Erdogan ; ils reprennent donc cet argumentaire de l'AKP où il se compare avec les partis confessionnels démocrate-chrétiens d'Europe. Et, de ce fait, les modèles théocratiques de l'Arabie saoudite sunnite et de l'Iran khomeiniste chiite ne sont pas attrayants pour la grande majorité des jeunes arabes, même les nombreux pieux. Les démocraties occidentales doivent assumer sans trop d'angoisses que les démocraties arabes devront peut-être traverser une période de rougeole islamiste. Ce qui est important c'est que les pays

arabes surgis des révoltes établissent des règles du jeu et des coupe-feux institutionnels empêchant l'abus de pouvoir par les islamistes ou n'importe quelle autre formation. Une démocratie c'est bien plus que des élections.

■ L'influence des États-Unis dans la région continue de s'affaiblir.

La désastreuse guerre d'Irak dévoila aux yeux du monde les limites du pouvoir américain ; le XXI^{ème} siècle s'annonçait exclusivement nord-américain, désormais il est multipolaire. Au Proche-Orient, Washington est discrédité par l'Israël de Netanyahu, qui fait la sourde oreille aux timides pétitions de geler leur colonisation à Jérusalem Est et en Cisjordanie, une colonisation qui rend de moins en moins viable la naissance d'un État palestinien qui ne soit pas un pur archipel de bantoustans et de camps de réfugiés. Quant au prestige d'Obama parmi les Arabes après son précurseur discours au Caire (juin 2009) et son appui verbal aux révoltes démocratiques, il est remis en question aussi bien du fait de son silence en ce qui concerne l'Arabie saoudite, à la tête de la réaction, que, surtout, son refus à ce que les Nations unies reconnaissent l'État palestinien. Dans tous les cas, le vide que laissent peu à peu les USA n'est rempli par personne. Sauf par l'engagement judiciaire de certains de ses membres dans l'aide aux rebelles libyens, épisode où l'on se souvient du rôle honteux d'épiciers de l'Allemagne de Merkel, l'Union européenne n'est pas un acteur très actif dans le *Printemps arabe*. Sa crise économique et financière et ses divisions la condamnent quasiment à l'impuissance.

■ Israël est déconcerté.

Un certain narcissisme israélien a souffert une blessure en voyant que les manifestants en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Maroc, en Syrie, au Yémen, au Bahreïn et dans d'autres pays ne suivaient pas le modèle classique de lancer des cris contre les USA et brûler des drapeaux avec l'étoile de David. Le nouveau Proche-Orient pourrait ne plus tourner de façon obsessionnelle et exclusive autour d'Israël, pour ou contre Israël. Le *Printemps arabe* ne veut pas dire que ces peuples aient oublié la tragédie des Palestiniens, mais qu'ils ont placé la lutte pour les libertés et les droits, ceux des Palestiniens inclus, comme leur principal objectif politique. En novembre 2011, le vieil Israël réclamait à nouveau sa position en voulant situer au centre de l'agenda international le programme nucléaire iranien et en suggérant qu'il pourrait déclencher une opération militaire unilatérale contre eux.

■ Le prestige de l'Iran se dissipe.

Jusqu'à ce qu'Israël a réclamé à nouveau l'attention sur son programme nucléaire, l'Iran était un autre des perdants du *Printemps arabe*. Les manifestations dans les rues de Téhéran de 2009 démontrèrent que le régime khomeiniste est archaïque pour la jeunesse iranienne et que, de plus, il avait perdu en légitimité interne avec le trucage des élections. Deux ans après, les révolutions séculières de la Tunisie et l'Égypte réduisirent encore plus ses aspirations à devenir un référent idéologique

et politique au-delà du monde chiite, des communautés chiites d'Irak, du Bahreïn et du Liban. Cependant, une attaque israélienne, nord-américaine ou conjointe permettrait aux ayatollahs de hausser à nouveau la tête en faisant appel à l'unité sacrée autour de l'islam chiite et du nationalisme persan agressés.

■ La Turquie est perçue comme une référence.

Pays non arabe à majorité musulmane, avec une démocratie gouvernée par une force islamiste modérée et un bon niveau de croissance économique, la Turquie est apparue dès les premiers moments comme un modèle attrayant pour le *Printemps arabe*. La tournée de Recep Tayyip Erdogan en Tunisie, en Égypte et en Libye après la chute de leurs despotes respectifs, l'a confirmé. Une plus grande combattivité turque dans la défense des Palestiniens a contribué de même à augmenter sa popularité parmi les arabes. Cependant, sauf dans le cas de la Tunisie, aucun pays arabe ne présente le chemin parcouru par la Turquie en matière de laïcité grâce à l'acharnement autoritaire d'Atatürk.

■ De nouveaux acteurs arabes surgissent.

Grâce à l'influence d'Al Jazira et son appui aux révoltes démocratiques ainsi qu'aux partis et aux mouvements islamistes modérés, le petit et riche émirat du Qatar est devenu un personnage principal de poids. De son côté, un Égypte ayant culminé une transition vers la démocratie pourrait récupérer la condition de phare idéologique, politique et culturel du monde arabe perdue avec Sadate et Moubarak.

■ On en a pour un moment.

Le fait que le *Printemps arabe* ait atteint en 2011, bien que de façon différente, deux pays situés aux extrêmes du monde arabe – le Maroc, au Maghreb, d'une façon réformatrice, et la Syrie, au Machrek, d'une façon de plus en plus violente – rend compte de son universalité. Le fait que dans la deuxième moitié de 2011 il continue à nous offrir des nouveautés spectaculaires comme la mort de Kadhafi, les élections tunisiennes, les premiers chocs militaires en Syrie, la décision de la Ligue arabe de sanctionner ce dernier, la démission du yéménite Saleh et la seconde phase des protestations massives à Tahrir, la place cairote « mère de toutes les places », rend compte de son souffle.

Comme tous les phénomènes révolutionnaires, et le plus similaire pourrait être le phénomène européen de 1848, le *Printemps arabe* durera des années, il connaîtra des avancées et des reculs, des restaurations et de nouvelles bastilles, des périodes de calme relatif et de brusques accélérations. Et rien n'est écrit : qu'il aboutisse à des démocraties raisonnables dans bon nombre de pays dépend aussi de l'attitude des Européens. Plus que de nous réjouir de leurs difficultés, comme semble le faire certains, il serait bon de nous demander comment pourrait-on les aider. Le dédain et le scepticisme ne sont pas autre chose pour l'heure que la continuité de cette vision eurocentrique qui prétendait enfermer les Arabes dans l'abominable dilemme entre autocratie et théocratie. ■